

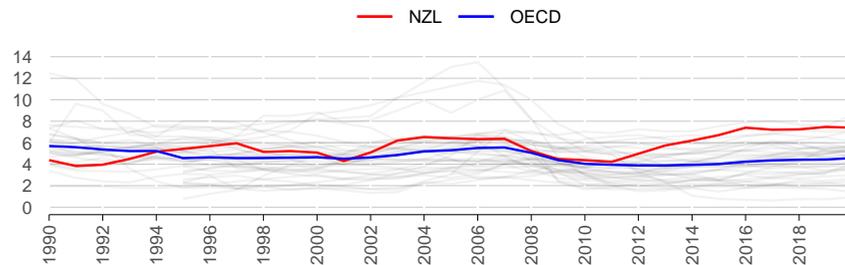
## NOUVELLE-ZÉLANDE

Les politiques de logement influent sur le bien-être via un large éventail de canaux, notamment l'accès à un logement décent, la qualité de l'environnement, l'exploitation efficace de ressources rares, le type et l'ampleur des déplacements domicile-travail, ainsi que la contribution à une croissance économique forte et résiliente. Cet instantané fournit une perspective transnationale sur les indicateurs liés au logement en Nouvelle-Zélande et les paramètres politiques connexes. Le choix des ménages en matière de logement dépend de facteurs démographiques et/ou socio-économiques, ainsi que des politiques liées à la promotion publique du logement, à la fiscalité du logement et à la réglementation des loyers. Il existe des différences significatives dans la structure d'occupation des logements entre les pays de l'OCDE et les principaux pays partenaires : pour la Nouvelle-Zélande, il n'existe pas de données disponibles concernant la répartition de l'occupation des logements. Les prix réels des logements ont fortement augmenté dans de nombreux pays depuis les années 1990 (Graphique b). Au cours de la période considérée, la Nouvelle-Zélande a enregistré une forte augmentation des prix réels des logements. Le taux d'investissement résidentiel en Nouvelle-Zélande a été relativement élevé par rapport à la moyenne de l'OCDE, avec une forte hausse après 2011. (Graphique c). Enfin, les marchés hypothécaires jouent un rôle prépondérant sur le marché du logement, car le logement représente généralement le poste de dépense le plus important d'un ménage. Le rapport entre l'encours des créances hypothécaires des ménages et le PIB en Nouvelle-Zélande est relativement élevé comparativement aux autres pays (Graphique d).

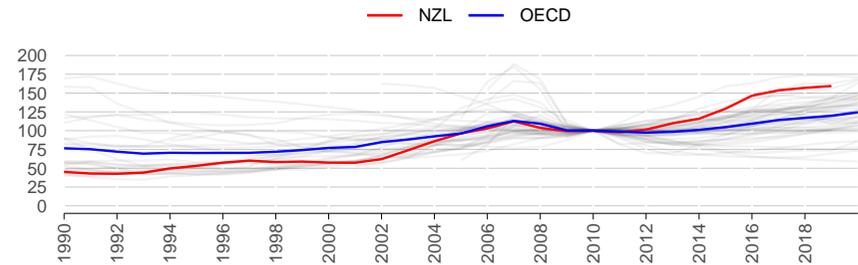
(a) Mode d'occupation du logement (en pourcentage)

Non disponible

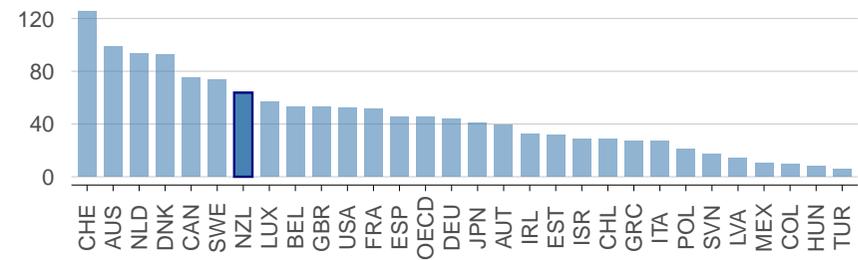
(c) Investissement en logements en proportion du PIB



(b) Indice des prix réels de l'immobilier (2010=100)



(d) Financement des logements: créances hypothécaires en proportion du PIB



## Efficiences



\*La volatilité des prix des logements en Estonie concerne la période 2005-2019.

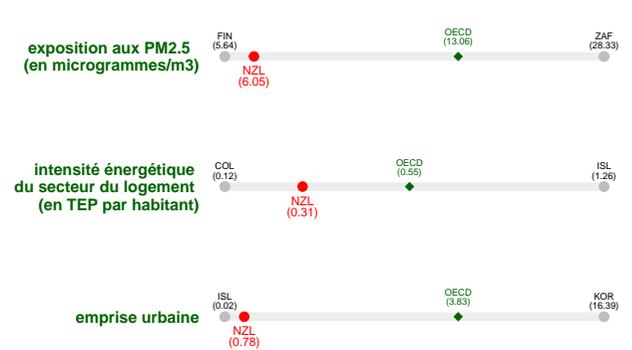
L'efficacité mesure la capacité de l'économie à faire correspondre l'offre et la demande de logements, ce qui a pour conséquence de limiter la hausse excessive des prix et des loyers et de contribuer à la stabilité macroéconomique tout favorisant la mobilité résidentielle. En Nouvelle-Zélande, les coûts du logement, qui comprennent les loyers réels et imputés, l'entretien et la réparation des habitations, ainsi que les coûts d'électricité, d'eau et de gaz, représentent un poste de dépense élevé pour les ménages comparativement à la moyenne des pays de l'OCDE. En outre, le pays est sujet à une volatilité des prix des logements conforme à la moyenne de l'OCDE.

## Inclusivité



L'inclusivité s'entend comme la capacité du secteur du logement à proposer des logements adéquats et abordables sur toute l'échelle de la distribution de revenus, tout en limitant la ségrégation résidentielle. La Nouvelle-Zélande figure parmi les pays affichant le ratio prix des logements/revenu le plus élevé, lequel correspond au prix moyen d'un logement de 100 m<sup>2</sup> divisé par le revenu disponible moyen des ménages pour une année donnée. Il en est de même pour son niveau de surcharge financière liée au coût du logement (pour les locataires à faibles revenus), mesurée par le pourcentage de locataires à faible revenu qui consacrent plus de 40 pour cent de leur revenu à leur loyer. De plus, la durée moyenne de déplacement entre le domicile et le lieu de travail est relativement faible par rapport aux niveaux internationaux, ce qui laisse à penser qu'un nombre relativement important de ménages ont les moyens de vivre suffisamment près de leur lieu de travail.

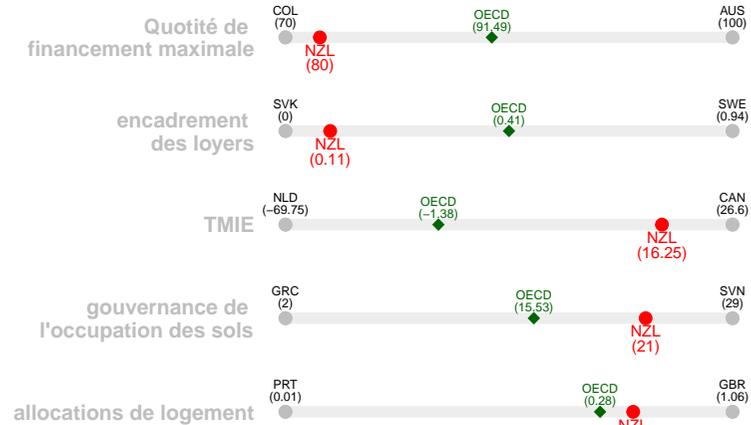
## Durabilité



La durabilité évalue la disposition du secteur du logement à engager la transition vers une économie à faible intensité de carbone et sa capacité à assouplir les pressions sur l'écosystème en préservant la biodiversité et la santé des habitants. Les activités résidentielles sont responsables en moyenne de 44 pour cent des émissions de particules fines (PM2.5) dans les pays de l'OCDE ; il s'agit là du polluant atmosphérique qui pose le plus de risques pour la santé à l'échelle mondiale. La Nouvelle-Zélande présente l'un des taux les plus bas en termes d'exposition aux PM2.5. De même, le pays se situe à un niveau relativement faible pour ce qui est de l'intensité énergétique liée au logement. En outre, l'emprise urbaine de la Nouvelle-Zélande figure parmi les plus faibles comparée aux autres pays.

## Politiques de logement

Les politiques de logement déterminent l'efficacité, l'inclusivité et la durabilité du secteur du logement. Le graphique ci-dessous montre les principaux indicateurs qui illustrent le profil de la politique du logement pour chaque pays.



La quotité de financement maximale permet de maîtriser le risque de crédit et de limiter la formation de bulles immobilières, contribuant ainsi à favoriser la résilience économique. Le contrôle plus strict des loyers, qui réduit la rentabilité des investissements en logements, est empiriquement associé à une réponse plus faible de l'offre de logements face à l'évolution de la demande. Des taux marginaux d'imposition effectifs élevés sur les biens immobiliers permettent de maîtriser la dynamique des prix des logements, contribuant ainsi à améliorer l'accessibilité financière des logements sur le long terme. Des indicateurs relatifs à la gouvernance de l'aménagement du territoire élevés s'expliquent par une plus grande décentralisation vers les communes et/ou un chevauchement plus important entre les différents niveaux d'administration ; ils ont été empiriquement associés à une offre de logements moins réactive face aux évolutions de la demande. L'augmentation des aides au logement facilite généralement la mobilité résidentielle dans certains pays, ce qui est souvent une condition pour la mobilité de la main-d'œuvre. L'augmentation des aides au logement peut toutefois gonfler les loyers et les prix lorsque l'offre ne répond pas de façon flexible à la demande.

## Définitions\*

Indicateurs Structurels du Secteur du Logement	
Mode d'occupation du logement	Dispositions en vertu desquelles le ménage occupe tout ou partie d'un logement. 2018 ou dernière année connue. Source : Base de données de l'OCDE sur le logement abordable et Adva Center (2017); « Encuesta Nacional de Calidad de Vida » (DANE, 2019) pour la Colombie; « Public Housing Option: Adva Center's Response to the Housing Crisis in Israel » pour Israël. À noter que les locataires disposant d'un bail à loyer subventionné sont considérés au même titre que ceux bénéficiant d'un bail à loyer privé en Australie, au Canada, au Chili, au Danemark, aux États-Unis, au Mexique et aux Pays-Bas. Les limites des données ne permettent pas de rendre compte de toute l'étendue de la couverture en Suède. Pour la Colombie, les données sur les locataires subventionnés sont manquantes, et la catégorie 'Autres' comprend l'usufruit, l'occupation de fait et la propriété collective. À noter également que les propriétaires sans prêt hypothécaire et avec prêt hypothécaire sont affichés ensemble pour Israël
Indice des prix réels de l'immobilier	Évolution des prix réels de l'immobilier (hédonistes) (100=2010). Source : Base de données analytique des prix des logements de l'OCDE
Financement des logements	Prêts pour l'achat de logements, en proportion du PIB (en %). 2020 ou dernière année connue. Source : Base de données de l'OCDE sur la résilience, Banque nationale de Belgique, Banque centrale du Chili, DANE pour la Colombie, Banque centrale d'Irlande
Investissement en logements	Investissement en logements en proportion du PIB (%) (1990-2019). Source : données des comptes nationaux de l'OCDE
Efficience	
Dépenses liées au logement, à l'eau, à l'électricité, à l'essence et autres carburants (% des dépenses des ménages)	Consommation destinée au logement en proportion des dépenses totales des ménages (en %). L'indicateur inclut les dépenses pour les loyers réels et imputés, l'entretien et la maintenance des logements, l'eau, l'électricité, l'essence et autres carburants. 2019 ou dernière année connue. Source : données des comptes nationaux de l'OCDE
Volatilité des prix des logements (1990-2019)	Écart type des prix réels des logements (épurés de la tendance) (1990-2019). Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements
Inclusivité	
Ratio prix des logements/revenu	Nombre d'années de revenu disponible par rapport au prix d'un logement de 100 mètres carré. 2016 ou dernière année connue. Le concept de revenu disponible correspond au revenu disponible brut par habitant des ménages. Source : Ensemble de données HouseLev (estimations des niveaux de prix des logements), 2019
Surcharge financière liée au coût du logement (pour les locataires à faible revenu)	Proportion de locataires situés dans le quintile inférieur de la distribution des revenus qui consacrent plus de 40 % de leur revenu disponible à leur loyer sur le marché du logement locatif privé (en %). 2018 ou dernière année connue. Source : Base de données de l'OCDE sur le logement abordable
Temps de trajet (en minutes par jour)	Temps passé en moyenne à se déplacer entre le domicile et le lieu de travail ou d'étude pour l'ensemble des personnes âgées de 15 à 64 ans (en minutes par jour). Dernière année connue, de 1999 (Portugal) à 2019 (États-Unis). Source : Base de données de l'OCDE sur la famille; Enquête socioéconomique nationale (CASEN, Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional) de 2017 pour le Chili et DANE (Encuesta Nacional de Calidad de Vida) 2019 pour la Colombie
Durabilité	
Exposition aux pm2.5 (en microgrammes/m3)	Concentration annuelle moyenne de PM2.5 dans l'air extérieur, pondérée par la population vivant dans la zone considérée, c'est-à-dire le niveau de concentration, mesuré en mg/m3, auquel est exposé un résident type tout au long de l'année. 2019. Source : Base de données de l'OCDE sur l'environnement
Intensité énergétique du secteur du logement (en tep par habitant)	Consommation énergétique du secteur du logement (en tonnes équivalent pétrole par habitant). 2019. Source : CO2 emissions from fuel combustion (base de données), Agence internationale de l'énergie (AIE), édition 2020
Emprise urbaine	Proportion des surfaces boisées, de prairies, de zones humides, de maquis et de végétation clairsemée converties en un autre type de couverture terrestre (en %) pendant la période 1992-2018. Source : Base de données de l'OCDE sur l'environnement
Indicateurs de Politique de Logement	
Quotité de financement maximale	Niveau maximum du ratio prêt/valeur du bien appliqué pour les emprunts hypothécaires (en %). 2019. Source : Base de données Integrated Macroprudential Policy (IMapp) du FMI, base de données macroprudentielle du CERS et Questionnaire de l'OCDE sur les logements sociaux et abordables (2019)
Encadrement des loyers	Cet indicateur repose sur les différents instruments de réglementation qui limitent le niveau et l'augmentation des loyers. Il varie sur une échelle de 0 à 1 (allant de la rigueur la plus faible à la plus élevée). 2019. Source : Calculs de l'OCDE fondés sur le Questionnaire de l'OCDE sur les logements sociaux et abordables.
Tmie	Cet indicateur repose sur des données relatives aux impôts sur les biens immobiliers et aux dispositions du régime d'imposition des revenus liées au logement. Il est égal à la différence entre les taux de rendement avant et après impôt d'un investissement marginal, divisée par le taux de rendement avant impôt de cet investissement, sachant que le taux de rendement réel après impôt est le taux de rendement minimum nécessaire pour que l'investissement considéré soit rentable (en %). 2016. Source : estimations illustratives préliminaires, en attendant la publication des estimations finales de l'Étude de politique fiscale de l'OCDE à venir
Gouvernance de l'occupation des sols	Indicateur de la restrictivité des règles relatives à l'occupation des sols. Il repose sur deux composantes : la décentralisation et le chevauchement des compétences publiques dans les décisions d'aménagement du territoire. Cet indicateur varie sur une échelle de 2 à 30, allant du niveau de restrictivité le plus faible au plus élevé. 2019. Source : calculs de l'OCDE fondés sur les réponses apportées au Questionnaire de l'OCDE sur les logements sociaux et abordables (2019)
Allocations de logement	Dépenses publiques consacrées aux aides au logement accordées sous conditions de revenu ou de ressources aux ménages (en % du PIB). 2018 ou dernière année connue. Source : Base de données de l'OCDE sur le logement abordable

\*Le choix des indicateurs peut varier d'un pays à l'autre en fonction de la disponibilité des données.